

P. 6 Grand format
La Région lance
un programme
d'équipement numérique
pour les lycéennes et les
lycéens avec La Poste

P. 8 D'intérêt général
Ensemble pour
une logistique urbaine
plus durable

P. 12 Traits d'union
La médiation numérique
pour lutter contre
l'isolement

postéo

BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

le billet de...



Jacques Perrier,
délégué régional du groupe La Poste
en Bourgogne-Franche-Comté

La Poste évolue avec son temps, La Poste est de plus en plus numérique. Elle développe des innovations notables, la plus récente étant l'Identité Numérique, une clé pour simplifier et sécuriser les démarches en ligne vers plus de 900 services publics ou privés. Cette solution est désormais disponible dans sa version la plus aboutie et son déploiement va s'accélérer. C'est à la fois une preuve d'identité et un moyen de connexion universel qui dépasse les usages postaux, avec toujours plus de services

accessibles via le portail FranceConnect qui vont peu à peu s'ancrer dans le quotidien des Français. Toutefois, la numérisation accélérée de la société crée des « exclus du numérique », personnes âgées, ou illettrées, ou dépourvues de moyens financiers. C'est pour cela que La Poste, dont l'engagement sociétal est une des valeurs historiques, développe des actions d'inclusion numérique : ateliers de formation à l'utilisation des outils numériques, installation d'îlots numériques dans des bureaux de poste ou des agences postales de zones rurales et, prochainement, déploiement de 200 conseillers numériques dans les espaces France Services installés dans des bureaux de poste. Notre ambition, dans cette société en rapide évolution, est de vous simplifier la vie, l'accessibilité aux services, qu'ils soient numériques ou physiques. La Poste reste un acteur de proximité humaine, à la recherche de synergies avec les acteurs locaux pour travailler, avec les collectivités, sur l'accessibilité au domicile de chacun par le biais de l'adressage, avec la Région, sur la distribution d'ordinateurs pour les lycéens dans le besoin, avec le Pôle de gérontologie et d'innovation et les bailleurs sociaux, sur l'illectronisme chez leurs locataires seniors. **Autant d'exemples dans ce numéro pour vous montrer combien La Poste s'engage à vos côtés.**

BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Facteurs de fierté

64
membres
dans les 8 CDPPT.

32
membres
ont été renouvelés.

3
présidents de
CDPPT ont changé.



COULISSES

Une visite à la carte!

Une visite à la carte à la plateforme courrier d'Audincourt pour l'agglomération du pays de Montbéliard, avec le président de celle-ci, Charles Demouge, ses vice-présidents et ses chefs de service. Au-delà de faire découvrir les coulisses de la distribution du courrier, cette visite a permis une présentation ciblée de quelques solutions de La Poste répondant au projet de mandature des élus, notamment l'accompagnement de la transition numérique des collectivités dans la gestion de leur relation avec les citoyens et l'accompagnement de leur politique de rénovation énergétique de l'habitat. Cette visite a aussi permis de revenir sur des problématiques quotidiennes liées à la qualité de l'adressage ou à des travaux non signalés qui peuvent avoir une incidence sur la distribution du courrier. Une matinée « très formatrice », selon Charles Demouge.



ÉDITION SPÉCIALE

L'AMRF⁽¹⁾ reçoit le Premier ministre

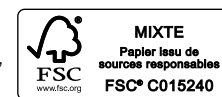
En septembre se déroulait le 50^e Congrès national des maires ruraux de France à Villevallier, dans l'Yonne. Pour cet événement, La Poste a édité une carte postale ainsi qu'un timbre à l'effigie du 50^e anniversaire du congrès. L'occasion pour les maires ruraux de France d'envoyer le jour même cette carte à destination du secrétariat de mairie de leur commune grâce à une boîte aux lettres à leur disposition. En ouverture du congrès, un Comité interministériel aux ruralités en présence de Jean Castex, Premier ministre, a posé les jalons sur les enjeux des petites communes. « Une fierté pour Jean-Marc Grillet-Aubert, maire de Villevallier, de recevoir des membres du gouvernement aux côtés des élus locaux pour travailler sur la ruralité. »

(1) Association des maires ruraux de France.



Certaines photos du magazine ont été prises avant la crise sanitaire.

Le cahier régional de Postéo est édité par la délégation régionale en Bourgogne-Franche-Comté. **Directeur de la publication :** Jacques Perrier - **Directeur de la rédaction :** Laurent Baumann. **Rédactrice en chef :** Nathalie Bouley. **Aide à la rédaction :** Édith Thomas, Catherine Léger, Sonia Gonzalves, Jessica Quenot, Stéphanie Vacherot, Florence Puig, Jacques Gérardot. **Crédits photo :** Adobe Stock, Édith Thomas, médiathèque du groupe La Poste, Cyrille Madona, Julie Mea, Vincent Arbelet, Pascal Chatelain, Christine Morange, Océane Albéri, Nathalie Bouley, Terre d'Émeraude Communauté, Jessica Quenot, Stéphanie Vacherot. Pages nationales - **Directrice de la publication :** Marie-Aude Dubanchet. **Directrice de la rédaction :** Nathalie Valère. **Rédactrice en chef :** Aurélie Dehecq. **Crédits photo :** Poste Immo, médiathèque du groupe La Poste, Studio FC-Photos/François Cima, DR. Mentions légales La Poste. **Conception et réalisation :** HAVAS PARIS. **Imprimerie :** Gutenberg Networks. Imprimé en France. **Dépôt légal :** décembre 2021. Ce magazine est imprimé sur du papier issu de sources responsables. Dans cette publication, le masculin est le plus souvent utilisé comme représentant des deux sexes sans discrimination à l'égard des femmes et des hommes, et dans le seul but d'alléger le texte.

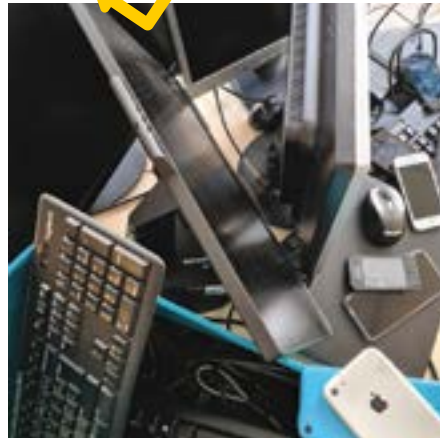


L · E · T · O · U · R · D · E · L · A · R · É · G · I · O · N

Chiffre clé

100

seniors formés aux usages numériques dans une dizaine de cafés connectés avec l'Union des CCAS du Doubs.



PARTENARIAT

On reconditionne en BFC

Des partenariats locaux avec des acteurs de l'ESS sont mis en place en Côte-d'Or, Saône-et-Loire et dans le Doubs pour le reconditionnement, au bénéfice des personnes en précarité numérique.

À La Poste, la durée moyenne d'utilisation du matériel informatique (plus de 800 000 unités) atteint aujourd'hui six ans. En 2020, 920 tonnes de déchets électroniques ont été recyclées et 22 400 équipements ont pu avoir une seconde vie auprès de bénéficiaires (dont 18 000 téléphones portables).

L'objectif de La Poste est de prolonger la durée de vie de son équipement informatique en identifiant le potentiel réel de ce qui peut être réemployé (usure, mémoire...) et pallier la complexité de l'effacement des données. Un enjeu majeur de sa stratégie numérique éthique et inclusive.

COOPÉRATION



Une alliance en faveur de l'ESS

Le groupe La Poste ambitionne de fonder une alliance au profit du développement des territoires et des services aux populations en coconstruisant les actions avec les acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS). C'est dans ce cadre qu'elle a signé une convention de partenariat avec la chambre régionale de l'économie sociale et solidaire (CRESS) de Bourgogne-Franche-Comté. Tatiana Desmarest, sa présidente, explique l'objectif de ce partenariat : « La CRESS, en tant que porte d'entrée de l'ESS sur le territoire, est le partenaire idéal pour travailler, aux côtés de La Poste, et initier de nouvelles coopérations telles que le développement des achats socialement et écologiquement responsables en région. La CRESS étant déjà très impliquée sur le sujet. »



PLUS D'ACTUS SUR
<https://ess-bfc.org/>

4

Chiffre clé

2

grands rendez-vous pour La Poste avec les collectivités : en Franche-Comté, au 50^e Congrès national des maires ruraux dans l'Yonne, et à Cité 21, 20^e salon des maires de Côte-d'Or en décembre.



CONNEXION

La Poste Mobile pour les collectivités

Séduite en début d'année 2021 par la qualité du service proposé par La Poste Mobile, opérateur de téléphonie mobile français utilisant l'infrastructure du réseau SFR, Terre d'Émeraude Communauté, dans le Sud Jura, a élargi sa première flotte. Déjà constituée de 25 lignes « mobile », elle a accueilli 11 lignes supplémentaires sur son territoire jurassien. Isabelle Arnal, directrice des services à Terre d'Émeraude Communauté, explique ce choix : « L'intérêt est de maîtriser les coûts et la gestion des lignes. La qualité du réseau est une question bien difficile sur notre territoire, où beaucoup de zones blanches sont encore présentes.

Le réseau SFR étant plutôt bien présent sur Terre d'Émeraude Communauté, ce critère a également fait partie de notre choix. »

E-ÉDUCATION



À Colombier-Fontaine, c'est Sqool!

Depuis le 29 septembre, *Le Petit Prince*, l'algèbre, l'anglais ou la Tanzanie n'ont plus de secrets pour les 101 élèves des écoles maternelle et primaire de cette commune du Doubs. Matthieu Bloch, maire de Colombier-Fontaine, a, en effet, trouvé la solution à La Poste, développée avec Unowhy, elle s'appelle : « Sqool ». Révolutionnaire, moderne et ludique, Sqool propose : des logiciels pédagogiques adaptés au niveau de chaque classe; des projecteurs pour la diffusion de vidéos et le travail en commun; des tablettes personnalisées au rythme de chaque élève; enfin, plusieurs PC pour les enseignants ainsi qu'une borne Wi-Fi pour une connexion optimale à Internet. Avec cette solution e-éducative, apprendre à Colombier-Fontaine devient un véritable jeu d'enfant.



PLUS D'ACTUS SUR
www.sqool.fr

5

La Région équipe les lycéens d'un ordinateur avec le concours de La Poste

Pour cette rentrée 2021-2022, la Région a mis à la disposition de certains lycées publics et privés 6 000 ordinateurs portables de prêt à destination des lycéens, pour lutter contre la précarité numérique qui touche certaines familles. Chaque établissement a déterminé les conditions d'attribution des équipements selon les besoins des élèves. La Poste, qui a remporté l'appel d'offres sur trois ans, a distribué les ordinateurs portables aux lycéens concernés soit en simple livraison, soit en distribution individualisée dans certains établissements. Les services informatiques de La Poste se chargeront de la maintenance du matériel. Avec l'Île-de-France et le Grand Est, la région Bourgogne-Franche-Comté est la troisième à choisir La Poste pour l'accompagner dans un tel projet.

Distribution individualisée au lycée Charles-de-Gaulle de Dijon.



« La Région investit plus de 10,2 millions d'euros par an pour l'équipement numérique de ses 129 lycées publics.

Bien que la majorité régionale ait une politique d'aides sociales aux familles importante, la précarité numérique est une réalité dans notre région. Pour agir concrètement et trouver une solution durable, nous avons lancé ce programme d'équipement pour celles et ceux qui en avaient le plus besoin. Cette opération représente un budget de 3 millions d'euros pour la rentrée scolaire 2021, financé à 80% par les fonds européens React-EU mobilisés en réponse à la crise sanitaire. C'est la solution e-éducation de La Poste qui a remporté le marché pour assurer la distribution, la gestion et le support utilisateurs. »

Océane Charret-Godard,
vice-présidente formation professionnelle,
conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté

« On est fier de pouvoir accompagner la Région dans cette mission. La Poste a deux atouts, un atout proximité et un atout logistique. De par sa connaissance du territoire, elle sait prendre en charge une demande de livraison pour 204 lycées partout en Bourgogne-Franche-Comté en un temps restreint : sept semaines. Nous proposons deux possibilités : une livraison groupée aux lycées ou une distribution individualisée. Un service sur mesure conçu avec la Région en fonction de ses attentes et qui va dans le sens des nouveaux services que met en place La Poste grâce à ses facteurs. C'est un marché sur trois ans qui intègre un volet de maintenance technique des ordinateurs, via nos services internes, la récupération des ordinateurs et la redistribution à d'autres lycéens. »

Xavier Thomas,
directeur des métiers de la distribution et de la livraison, direction exécutive Services-Courrier-Colis de La Poste en Bourgogne-Franche-Comté



« Le lycée accueille cette opération avec enthousiasme : par rapport à 2020, où nous avons fait appel à nos ressources propres, ORDIL permet de multiplier par trois le nombre de bénéficiaires du prêt de portable.

La remise en mains propres aux élèves va atteindre deux objectifs : responsabiliser l'élève et faire gagner du temps grâce à la logistique déployée par La Poste. Dans un monde de plus en plus connecté qui nécessite des accès réguliers à des fichiers et des informations en ligne, il s'agit d'éviter une fracture numérique préjudiciable à l'avenir de nos jeunes. Le prêt correspond à un réel besoin. Nos critères d'attribution ont tenu compte de l'environnement social et familial des demandeurs et de l'expérience acquise l'année dernière dans le cadre de notre fonctionnement en hybride. »

David Tran,
proviseur du lycée Charles-de-Gaulle de Dijon

6 000
ordinateurs portables
et leur sacoche distribués
à 204 lycées concernés
au sein de la région.

Ensemble pour une logistique urbaine plus durable

L'e-commerce poursuit son essor spectaculaire, les villes sont confrontées à une augmentation des flux créant des difficultés pour les centres urbains, menacés de congestion et de pollution. Le groupe La Poste, leader de la logistique urbaine durable, se mobilise aux côtés des collectivités pour développer avec elles des solutions permettant de concevoir des villes plus durables. Explications.



Désengorger les villes et les rendre plus respirables... C'est un enjeu majeur pour les collectivités et leurs administrés. Acteur de la logistique urbaine responsable, le groupe La Poste développe des solutions de logistique décarbonées, en s'appuyant sur son réseau d'opérateurs de livraison : Colissimo, Chronopost, DPD France, Urby, Pickup et Stuart, Poste Immo... Des expertises qu'il met à la disposition des collectivités territoriales, dont il est le partenaire logistique privilégié.

Des solutions pour le diagnostic et l'action

« Nous apportons d'abord aux collectivités des solutions de diagnostic », explique Olivier Storch, directeur général adjoint de GeoPost. Mesure de la qualité de l'air, système mobile de mesure des particules fines... « Les données qui en découlent renseignent sur les modalités de l'action. » Car une fois le diagnostic posé, La Poste accompagne les collectivités dans la mise en place de solutions d'optimisation : restrictions d'horaires et de circulation des véhicules, création de zones à faibles émissions mobilité, mais aussi mise en place de solutions cyclologistiques ou mise à disposition du foncier municipal disponible.

Créer une dynamique vertueuse et coordonnée de la logistique durable

« Le dialogue que nous engageons avec les collectivités vise à créer une dynamique vertueuse entre les différents acteurs de la livraison de marchandises, au-delà des seuls intérêts du groupe. La priorité doit être donnée aux opérateurs les plus vertueux », précise Olivier Storch. En contrepartie, les collectivités s'engagent, en général, à leur octroyer des avantages – par exemple, la mise à disposition de créneaux et de capacités de livraison supplémentaires.

L'accompagnement du transport des marchandises

La logistique urbaine durable ne repose pas seulement sur la régulation des colis, qui ne représente qu'environ 20% des marchandises qui circulent dans la ville. « On a beau avoir des livraisons de colis vertueuses, si rien n'est fait sur la circulation des palettes, le problème ne sera pas résolu, explique Olivier Storch. C'est pourquoi nous encourageons les collectivités à passer des marchés qui intègrent non seulement la fourniture des marchandises, mais aussi leur transport pour le choix d'une logistique décarbonée, avec des économies à la clé. » Fournisseur de solutions transverses de logistique urbaine, La Poste est un opérateur à même d'apporter des réponses en fonction des besoins de chaque territoire.

À Toulouse, une plateforme de logistique urbaine de nouvelle génération



Pour rendre plus « vertueuse » la livraison en centre-ville, le consortium Lumin'Toulouse (le groupe La Poste via Poste Immo, Semmaris, Caisse d'Épargne de Midi-Pyrénées) a investi 28,5 millions d'euros pour réaliser une plateforme de 19 500 m² qui accueillera, en face du marché d'intérêt national (MIN) et à 4 kilomètres de l'hypercentre, des professionnels du colis et de la logistique urbaine. Première plateforme régionale dédiée à la livraison du dernier kilomètre, la zone logistique de Toulouse Fondreyre accueillera aussi des opérateurs locaux pour le stockage et la livraison durable, en centre-ville, de produits secs et de produits frais et froids. Comme le souligne l'adjoint au maire de Toulouse et vice-président de Toulouse Métropole, Jean-Michel Lattes, « pour les années 2021-2026, le groupe La Poste nous accompagne sur plusieurs axes : élaboration d'un schéma d'implantation logistique, levier de la commande publique, adaptation des réglementations, verdissement des flottes, développement des plateformes de livraison et recherche de solutions innovantes ».

les élus nous ont dit “

« L'initiative d'entrepôt mobile de Stuart nous semble extrêmement opportune, à un moment où la dimension environnementale est plus prégnante que jamais. L'usage des mobilités actives (à faibles émissions), particulièrement adaptées à la livraison du dernier kilomètre dans une ville aussi dense que Paris, cumule des avantages (décongestionnement des rues, absence d'émissions de CO₂, silence...) que tous réclament désormais. »

Philippe Goujon,
maire du 15^e arrondissement de Paris

« La Poste est connue et visible de tous sur l'ensemble du territoire. Cette visibilité et cette présence peuvent conférer un rayonnement important aux mobilités à faibles émissions et booster la pratique du vélo pour tous types de déplacements : pour la cyclologistique, les déplacements en entreprise, mais aussi pour ceux du quotidien. Plus les acteurs allant dans le même sens seront nombreux, plus la transition sera aisée. »

Hindeley Mattard,
maire de Colombiers et vice-président du Grand Châtellerault, en charge des mobilités

S'engager dans une finance durable, c'est aussi engager ses partenaires

Dans le cadre de ses objectifs ambitieux de réduction d'émissions de gaz à effet de serre (GES), La Banque Postale s'est fixé, outre son engagement de sortie du charbon à 2030, une sortie totale des autres énergies fossiles (pétrole et gaz) à ce même horizon. Sa filiale, La Banque Postale Asset Management (LBP AM), en tant qu'investisseur, appuie sa stratégie sur la finance durable. « Nous participons aux grandes initiatives françaises et européennes : LBP AM a, par exemple, rejoint la coalition Climate Action 100+, qui réunit

600 investisseurs mondiaux dialoguant avec les entreprises les plus émettrices de GES pour inciter à accélérer vers la neutralité carbone. De plus, nous avons développé un engagement actionnarial fort et dialoguons de façon rapprochée avec certains acteurs, comme TotalEnergies, afin d'influencer leur stratégie de transition énergétique. Enfin, notre engagement 100% ISR⁽¹⁾ passe aussi par la mise en œuvre d'une politique RSE cohérente », explique Emmanuelle Mourey, présidente du directoire de LBP AM.



100 fonds labellisés ISR⁽¹⁾, près de **1 milliard** d'encours labellisés Greenfin⁽²⁾.

Objectif zéro émission nette de carbone sur l'ensemble des activités bancaires de La Banque Postale à l'horizon 2040.

Chiffres au 15 octobre 2021.

(1) Investissement socialement responsable. (2) Label d'État dédié à la finance verte, qui garantit la qualité verte des fonds d'investissement.

La proximité, c'est tout une entreprise

Le groupe La Poste innove pour apporter des services utiles à chacun et à la société toute entière. Découvrez, en preuves et en chiffres, comment la proximité s'illustre autant dans ses métiers traditionnels que dans ses nouvelles activités.



32 000
points de services
pour être à moins de 5 km
de chaque Français.



1 million
de repas livrés
au domicile de personnes
âgées ou en perte
d'autonomie.



2,3 milliards
de colis livrés
à travers le monde.



1,1 milliard
de visites
sur laposte.fr et
202,5 millions
de visiteurs en bureau
de poste.



4 511 210
examens du Code
de la route
passés à La Poste
depuis 2016.



249 000
femmes et hommes
mobilisés pour répondre
aux attentes des Français.



225
villes européennes dont

22
métropoles françaises
bénéficieront d'une
livraison propre d'ici à 2025.



1,4 million
de clients
de La Banque Postale
se rendent chaque mois
en bureau de poste
pour retirer leurs
prestations sociales.



1^{er}
prêteur bancaire
aux collectivités
locales et
hôpitaux publics.



1^{er}
hébergeur
de données
de santé en France.



37 846
véhicules électriques.

Sources : données du groupe La Poste 2020.

La Poste annonce un investissement de 450 M€ dans son outil logistique pour faire face au boom de l'e-commerce

La Poste entame le deuxième volet de son plan logistique, démarré en 2018, et investit, de nouveau, 450 millions d'euros dans son outil de production sur 4 ans. Cet investissement permettra la construction de 5 nouvelles plateformes et plus de 100 projets

de modernisation et créations de sites de distribution, sur l'ensemble du territoire. Outre la capacité à absorber les flux de colis toujours plus nombreux, cet investissement bénéficiera à l'emploi et aux conditions de travail des postiers.

Traits d'union

#accompagner

Le projet Connexions, pour lutter contre l'isolement des seniors grâce à la médiation numérique en les sensibilisant aux outils numériques. Un partenariat entre La Poste et Territoires Numériques BFC, via les CDPPT, au bénéfice des publics en situation de fragilité numérique en zone rurale.

P. 12

#décarboner

La Poste accompagne les collectivités locales dans leurs actions de rénovation des bâtiments communaux en partenariat avec Économie d'Énergie. Exemple dans la commune de Loulans-Verchamp, en Haute-Saône.

P. 14

#dynamiser

Des webinaires à destination des élus avec les associations des maires et IDÉO BFC, mission de Territoires Numériques BFC. Objectif : expliquer l'importance de la base adresse nationale (BAN) et l'accompagnement possible de La Poste.

P. 15



#accompagner

Projet Connexions : la médiation numérique pour lutter contre l'isolement



Voilà un bel exemple de mutualisation des compétences des acteurs de la silver économie que ce projet Connexions, porté par le Pôle de gérontologie et d'innovation (PGI) Bourgogne-Franche-Comté : la mise en place d'une action de médiation numérique auprès de bailleurs sociaux visant à lutter contre l'isolement des seniors tout en les sensibilisant aux outils numériques.

« On a vraiment travaillé le projet de formation et d'inclusion numérique pour les retraités locataires du parc social de l'Opac⁽¹⁾ Saône-et-Loire. C'est un projet cofinancé par la Carsat BFC et Malakoff Humanis. Les bailleurs sociaux sont depuis plusieurs années dans une dynamique de prise en compte du vieillissement des locataires », explique Juliette Duraffourg,

chef de projet au PGI. S'ajoute à cela, la fracture numérique, qui, en France, touche plus de 7,5 millions des plus de 60 ans. « Nous sommes partis de l'offre de La Poste et de sa filiale Tikeasy, le concepteur de la tablette Ardoiz pour les seniors, et de formations, notamment à l'attention de formateurs. On a constitué des binômes de formateurs avec des bénévoles du Relais Amical Malakoff et des salariés de l'Opac Saône-et-Loire. » Formés par Tikeasy, ces relais locaux ont ainsi pu démarrer ce parcours numérique. « Le projet Connexions offre à l'Opac Saône-et-Loire l'occasion de familiariser ses locataires âgés avec l'univers du numérique et il crée du lien social, il propose une parenthèse ludique amicale entre habitants d'une même communauté de vie. Il a permis aussi d'enclencher une dynamique avec d'autres acteurs locaux afin de pérenniser cette démarche. » L'objectif du projet Connexions est de se développer dans d'autres territoires de Saône-et-Loire.

À l'heure d'un premier bilan

C'est la fin de la première session de formation à l'utilisation des tablettes Ardoiz pour 10 locataires des résidences autonomie Le Long-Tom et La Couronne, au Creusot. L'occasion pour Juliette Duraffourg, chef de projet au PGI, de faire un premier bilan sur cette formation proposée, grâce aux outils de La Poste, pour les locataires retraités de l'Opac Saône-et-Loire et animée en binôme par des salariés du bailleur social et des bénévoles du Relais Amical Malakoff. « Les résidents sont ravis. Ils ont déjà beaucoup appris. De la prise en main de la tablette Ardoiz à l'envoi d'e-mails, en passant par les appels en visio, la photo, les jeux et les rudiments pour les démarches administratives. Mais ils ont besoin de continuer à s'entraîner. Les 22 tablettes acquises pour le projet restent à la disposition des résidents, soit pour d'autres animations collectives, soit en utilisation libre. »



Juliette Duraffourg, chef de projet au Pôle de gérontologie et d'innovation de BFC (PGI).

(1) Office public d'aménagement et de construction.



Médiation numérique : La Poste aux côtés des collectivités en zone rurale

Le groupe La Poste est engagé dans un programme d'inclusion sociale et numérique en direction des publics en situation de fragilité, et notamment de fragilité numérique.

Un partenariat entre La Poste et Territoires Numériques BFC, à travers la mission régionale MedNum BFC pour la médiation numérique en Bourgogne-Franche-Comté, a été lancé via les Commissions départementales de présence postale territoriale, (CDPPT), au sein du territoire géographique de la Bourgogne. Il prévoit la réalisation de prestations de soutien et d'accompagnement au numérique en faveur des publics en situation vulnérable. La médiation numérique désigne l'action d'accompagner, de manière qualifiée et en proximité, des individus, pour leur permettre de s'approprier les outils numériques et leurs usages au quotidien. L'objectif de cette collaboration est de lutter contre la fragilité numérique en zone rurale. Au service de l'inclusion numérique,

MedNum BFC couvre les huit départements de Bourgogne-Franche-Comté et est déjà l'interlocutrice privilégiée des collectivités territoriales et des structures de médiation numérique, privées ou publiques. Corine Machuret est responsable de la coordination du projet au sein de MedNum BFC, elle explique l'originalité de ce partenariat avec La Poste : « Il s'agit d'un dispositif innovant à l'intention des collectivités – le maire connaît ses administrés et les personnes en situation de fragilité numérique. » Les ateliers, organisés uniquement en zone rurale, ont démarré en septembre à Coulanges-la-Vineuse, dans l'Yonne. Ils sont gratuits pour les communes et pour les personnes qui en bénéficient. Les groupes, de 7 à 10 personnes, se retrouvent à raison d'un atelier par semaine de manière étalée durant un mois. Ce dispositif de douze heures permet aux participants de s'approprier l'usage de la tablette en l'utilisant aussi entre les ateliers. Une vingtaine de communes sont d'ores et déjà sélectionnées pour l'organisation d'ateliers d'ici à la fin 2021.



« La vocation du GIP⁽¹⁾ Territoires Numériques BFC, à travers la mission MedNum BFC, est l'animation, la structuration et la coordination des acteurs de l'inclusion numérique, au profit des publics en difficulté avec le numérique. Ce partenariat permet de sensibiliser les collectivités et de leur apporter un soutien, en agissant de manière homogène avec des

actions concrètes. À l'ère de la dématérialisation, ce projet, initié par le groupe La Poste, et animé par le GIP, œuvre à réduire la fracture numérique et répond aux enjeux du territoire. Il contribue à l'acculturation numérique des publics les plus en difficulté au plus près de leur lieu de vie. »

Corine Machuret, chargée de mission au sein de MedNum BFC.

(1) Groupement d'intérêt public.

#décarboner

Rénovation énergétique : comment mener son action ?

La consommation énergétique des bâtiments représente 45% de la consommation énergétique en France. Pour les collectivités, celle des bâtiments communaux représente environ 10% de la consommation totale sur le territoire. Quelles sont les solutions ? De quelles aides peuvent bénéficier les collectivités ? Et surtout, comment agir face à ce constat ?

« Seul on va plus vite, ensemble on va plus loin », c'est l'adage que porte La Poste en faveur de la transition énergétique. Depuis 2017, La Poste accompagne les collectivités locales dans leurs actions de rénovation des bâtiments communaux. En 2019, elle a noué un partenariat avec Économie d'Énergie pour élargir le service aux particuliers propriétaires d'une maison individuelle. La nouvelle filiale de La Poste apporte son socle de compétences en matière de gestion de relation client, d'ingénierie administrative et de proximité avec le réseau des artisans partenaires. La conjugaison du savoir-faire d'Économie d'Énergie et de la neutralité de La Poste permet

de simplifier les démarches des collectivités et d'accroître le nombre de clients qui réalisent des travaux de rénovation énergétique dans leurs bâtiments. C'est sur ce savoir-faire que Guillaume Blondel-Gaborieau, le maire de la commune de Loulans-Verchamp, en Haute-Saône, se repose pour mener des travaux de rénovation énergétique. En effet, à Loulans-Verchamp, des projets sont lancés en collaboration avec La Poste. « Pour la salle des fêtes, les travaux vont porter sur l'isolation du plafond et l'installation d'une pompe à chaleur, pour 26 400 euros, avec un reste à charge de 8 000 euros, grâce à l'aide des certificats d'économies d'énergie (CEE). Pour La Maison Marche, un vaste bâtiment composé de six appartements, d'un salon de coiffure et d'un ancien cabinet médical, nous allons faire une isolation générale par l'extérieur et isoler les combles. Les travaux s'élèvent à 53 000 euros, avec un reste à charge de 10 600 euros », explique Guillaume Blondel-Gaborieau. La commune espère que les usagers et les habitants pourront faire une économie de 30% sur les factures de chauffage.

30% d'économie attendus sur les factures de chauffage après la rénovation énergétique d'un bâtiment à Loulans-Verchamp.



« Les clients de La Poste, qui sont aussi bien les collectivités, les bailleurs sociaux que les acteurs de la santé, peuvent se reposer sur un délégué de confiance, présent pour les accompagner dans la faisabilité de leur projet de rénovation énergétique d'un ou de plusieurs de leurs bâtiments. Écouter le besoin, le comprendre, l'analyser pour fiabiliser le projet avant de le confier à notre réseau d'artisans partenaires, c'est ma mission en tant qu'expert dans le domaine. En fonction

de l'usage du bâtiment et des travaux envisagés, nous les accompagnons sur les différentes solutions dont ils pourront bénéficier. Et un bilan est réalisé à la fin des travaux pour mesurer la satisfaction du client. »

Philippe Bourgain, responsable développement nouveaux services au sein de La Poste



#dynamiser

Des webinaires sur l'adressage

Avec les associations des maires, IDéO BFC, mission de Territoires Numériques BFC, lance une série de webinaires à destination des élus des 3 702 communes pour expliquer l'importance de la base adresse nationale. La Poste y participe.

Finies les bases de données d'adresses propres à chaque organisme. Désormais, il n'y a plus qu'une base adresse nationale (BAN), et ce sont les maires qui ont la compétence de la renseigner. La chaîne de production des données adresses a été ainsi simplifiée. Les maires peuvent entrer directement leurs adresses sur le site Internet national mes-adresses.data.gouv.fr. Conséquence de ce changement : La Poste utilisera également ce site national et non plus son guichet adresse, tout en continuant à aider les communes qui le souhaitent. C'est ce qu'explique IDéO BFC aux maires lors de ces webinaires lancés cette année. La Poste y explique ses services pour accompagner les communes qui rencontrent des problématiques d'adressage, du diagnostic des besoins à la fourniture et la remise de numéros et de plaques de rue. Et la réalisation

Déjà 4 webinaires organisés dans notre région en 2021, dans le Jura, en Côte-d'Or, en Haute-Saône et dans le Doubs avec l'AMF. D'autres sont planifiés pour 2022.

du projet d'adressage et le renseignement de la base de données sont aussi pris en charge. IDéO BFC est avant tout pédagogique et pas seulement une présentation des prestations de La Poste, car la plupart des communes peuvent facilement renseigner seules leurs données. Cette mission de Territoires Numériques BFC joue son rôle d'information auprès des maires, pour le compte de l'Agence nationale de la cohésion des territoires, avec l'objectif de faire comprendre que l'adresse est un bien commun et rationalisé. L'outil est simple d'utilisation, et pendant ces webinaires, les maires s'exercent en vérifiant, corrigeant et certifiant les données correspondant à la réalité de leur commune. Cette mise à jour leur permet aussi de mettre en lumière les manques de leur territoire (quartier sans noms de rue, habitations sans numéro) et d'enclencher une démarche d'amélioration de la qualité de l'adressage. Si la nécessité d'un bon adressage est une cause partagée pour les livreurs, les secours ou pour une éligibilité à la fibre, il est important, selon IDéO BFC, que les maires puissent agir en toute simplicité et gratuitement en saisissant leurs données dans la BAN. À eux de juger ensuite s'ils ont besoin d'être accompagnés dans une démarche globale lorsque la tâche semble trop fastidieuse ou dans des cas complexes comme celui des fusions de communes, où l'expertise de La Poste prend tout son sens.



« Avec Territoires Numériques BFC, on invite tous les maires à ces webinaires en partenariat, dans les départements, avec l'AMF et parfois l'AMRF. On est dans l'accompagnement gratuit, dans notre rôle de proposition de solutions numériques. Cette démarche de webinaires autour de la problématique de l'adressage est proposée au plus grand nombre de maires de la région pour faire en sorte que chaque citoyen

ait une adresse physique et unique. Elle vise à sensibiliser les élus à l'importance de remplir cette base adresse nationale et à créer des adresses physiques bien identifiées partout sur le territoire. Et si une commune souhaite un appui, La Poste a toute l'expertise nécessaire pour l'accompagner dans sa démarche d'adressage. »

Patrick Molinoz, vice-président de la région et président du GIP⁽¹⁾ Territoires Numériques BFC

(1) Groupement d'intérêt public.



PLUS D'ACTUS SUR

<https://ideo.ternum-bfc.fr/groupe-projets/club-adresse>

« Finances locales : une crise moins grave que prévu ? »

MINI-CV

Depuis juin 2018
Directeur des études
à La Banque Postale.

2006-2018
Directeur associé
de Kalyps, société
de conseil en finance
et gestion locales.

1995-2006
Directeur des finances
puis directeur général
adjoint du département
du Val-d'Oise.



RÉFLEXIONS

La direction des études de La Banque Postale a publié la note annuelle de conjoncture sur les finances locales, présentée à la presse le 1^{er} octobre dernier. Pour *Postéo*, **Luc Alain Vervisch**, son directeur, également administrateur de l'AFIGESE ⁽¹⁾ et membre du conseil scientifique de l'OFGL ⁽²⁾, en décrypte les grands enseignements et questionne l'avenir proche.

Comment les finances des collectivités locales se portent-elles en 2021, après la crise sanitaire ?

Le premier enseignement de cette étude est que la crise a été moins dure, sur le plan des finances locales, que ce que l'on aurait pu redouter. Et cela en raison, tout d'abord, de la nature même des recettes locales, en grande partie moins sensibles à la conjoncture (les taxes foncières, par exemple). Pour cette raison, la crise a donc moins pesé sur les finances des collectivités que sur celles de l'État ou de la Sécurité sociale. Ensuite, la reprise a été plus rapide que prévu, ce qui tient, outre au traditionnel « effet de rebond », pour partie à un phénomène inattendu : la modification du marché immobilier. Celui-ci est une composante assez importante des finances locales, en particulier départementales. Que s'est-il passé ? D'abord, le développement du télétravail ; ensuite, les taux d'intérêt qui ont atteint des plateaux historiquement bas ; enfin, l'épargne accumulée par les ménages lors de la crise : ces trois facteurs conjugués ont permis aux ménages d'investir plus largement dans le foncier. En conséquence, le marché des transactions immobilières, via ce que l'on appelle « les frais de notaire », a ainsi rapporté des recettes supplémentaires aux collectivités. Le deuxième enseignement est que les investissements locaux sont en forte progression, ce qui est très atypique pour une première année de mandat pour les maires,

et que l'autofinancement (que l'on appelle souvent « épargne brute ») des collectivités est en voie de reconstitution.

La tendance des indicateurs « au vert » va-t-elle se confirmer ?

Ces résultats plutôt encourageants ne doivent pas masquer des interrogations. D'abord, rien n'indique que le marché immobilier se maintienne à ce rythme ; personne ne peut prévoir quelles seront les recettes, notamment des départements, à partir de l'année prochaine. Ensuite, on observe des tensions inflationnistes, dues notamment au renchérissement des coûts de l'énergie, des coûts d'acheminement des matières premières ou des prix dans le BTP. Quels en seront les effets sur les finances publiques locales ? Nul ne le sait avec précision. Enfin, l'évolution des politiques publiques locales aura un impact en termes de dépenses. Ainsi, le développement du télé-enseignement peut se traduire par une augmentation des dépenses d'équipement ; l'adaptation des transports en commun aux nouveaux usages post-crise ou le développement du transport à la demande pourraient entraîner des coûts supplémentaires. Pour conclure sur une note positive, les indicateurs « au vert » pour 2021 montrent que l'assainissement des finances publiques locales peut dégager des marges de manœuvre, permettant de faire face, dans l'avenir, à un environnement incertain.



RETROUVEZ LA NOTE
DE CONJONCTURE SUR
LABANQUEPOSTALE.COM
<https://bit.ly/3qtNyM>

(1) Association Finances-Gestion-Évaluation des collectivités territoriales, qui rassemble plus de 400 collectivités, a été fondée en 2000 et est un partenaire de longue date de La Banque Postale.
(2) Observatoire des finances et de la gestion publique locales, « un lieu de collecte, d'analyse et de partage d'informations » dont les missions actuelles ont été définies par la loi du 7 août 2015.